

LE POINT DE VUE DE **AUGUSTIN LANDIER ET DAVID THESMAR**

# Ménage bien géré, ménage endetté

Personne ne conteste qu'une entreprise doive s'endetter pour se développer. Cet impératif est dicté par la mécanique même de l'investissement : une entreprise en phase de démarrage doit lever des capitaux pour financer des projets qui porteront leurs fruits dans quelques années. Un entrepreneur qui refuserait l'endettement condamnerait son entreprise à l'étiollement : si on ne finance ses projets que par les revenus qu'on génère, pas moyen de lancer de projets ambitieux, et donc pas ou peu d'investissements. Ce cercle vicieux est d'ailleurs régulièrement dénoncé par ceux qui expliquent le faible développement des PME françaises par un problème de financement. Pour beaucoup, dette égale bonne santé économique.

Cette équation, si naturelle lorsqu'elle concerne les entreprises, apparaît étrangement subversive dès qu'on veut l'appliquer aux ménages. La raison est en partie historique : jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les banques prêtaient relativement peu aux ménages. L'endettement était réservé aux cas désespérés, à ceux qui n'avaient pas de choix pour survivre qu'entre le prêteur sur gages et l'usurier. Pour éviter cette trappe

dangereuse, il n'y avait d'autre solution que d'accumuler tout au long de sa vie pour pouvoir encaisser les coups durs et devenir finalement, au crépuscule de sa vie, propriétaire.

Pourtant, la logique qui s'applique à l'industrie vaut aussi pour les ménages. Un jeune ménage a des projets familiaux de long terme,

## Faire basculer le pays d'une mentalité de squatters revendicatifs à celle d'entrepreneurs ambitieux.

qui nécessitent des fonds pour apprendre, pour se loger ou tout simplement pour profiter de la vie. Les jeunes ménages sont par nature ceux qui ont à la fois le plus besoin d'investir et une épargne insuffisante pour le faire. Pour eux, refuser l'endettement, c'est en général tronquer leurs ambitions. Rien de vertueux ou de rationnel dans cette attitude. Un jeune ménage bien géré est un ménage qui s'endette !

Certes, mais jusqu'à quel point ? Certainement plus qu'aujourd'hui. Contrairement à une idée encore

répandue, le surendettement est dans la France contemporaine un problème mineur. En moyenne, les Français, qui s'illustrent par un des taux d'épargne les plus élevés au monde, sont nettement sous-entendés. Les injonctions récentes du candidat UMP en faveur de la dette sont donc économiquement justifiées.

Mais dans ses arguments, Nicolas Sarkozy va bien plus loin : les bienfaits de l'endettement ne se réduiraient pas à donner aux jeunes ménages les moyens de leurs ambitions. En donnant accès à la propriété, la dette aurait le pouvoir de changer les perceptions : quand on est propriétaire de son logement, « on regarde son quartier et son immeuble d'une façon différente, on le respecte ». Ces affirmations peuvent à première vue sembler un peu exagérées, voire infondées. Or là aussi, les intuitions venant du monde de l'entreprise offrent une confirmation immédiate. Il est bien connu qu'un entrepreneur qui possède une partie de sa firme se comporte très différemment d'un salarié effectuant le même travail : la motivation de celui qui travaille pour lui-même est bien plus intense. C'est d'ailleurs pour cela que les entreprises trouvent avantageux de faire de leurs employés des actionnaires.

Ce changement d'attitude vient-il simplement d'une logique d'intéressement (on fait plus attention à sa propre voiture qu'à une voiture de location) ou y a-t-il un effet psychologique plus profond de la propriété ? Une étude étonnante des squatts de la banlieue de Bue-

nos Aires (1) suggère que ce ne sont pas simplement les comportements, mais aussi les croyances des individus qui changent avec l'accès à la propriété. Di Tella, Galiani et Schargrodsky comparent des foyers de squatters qui ont obtenu des tribunaux la propriété de leur logement à d'autres, pour lesquels la procédure est encore en suspens. Comme on pourrait s'y attendre, les premiers investissent plus dans leur logement et l'éducation de leurs enfants. Mais de manière plus surprenante, leur système de valeurs change aussi fortement : ils deviennent plus individualistes, plus volontiers convaincus qu'on peut réussir seul, par ses propres efforts, plus matérialistes aussi, tout en faisant plus confiance aux autres.

Au fond, derrière les exhortations de Nicolas Sarkozy, c'est le projet de faire basculer le pays d'une mentalité de squatters revendicatifs à celle d'entrepreneurs ambitieux qui se dessine. Le pari d'une « société de propriétaires », seul moyen de restaurer, aux yeux des Français, la légitimité perdue du capitalisme.

AUGUSTIN LANDIER est maître de conférences à l'université de New York.

DAVID THESMAR est professeur associé à HEC.

(1) « Property Rights and Beliefs : Evidence from the Allocation of Land Titles to Squatters », Rafael Di Tella, Sebastian Galiani and Ernesto Schargrodsky, Harvard Working Paper, 2004.

**Sur lesechos.fr**

**Réagissez** aux analyses et points de vue de nos éditorialistes et chroniqueurs sur [www.lesechos.fr/info/analyses](http://www.lesechos.fr/info/analyses)

**Blogs.** Dialoguez sur les blogs de nos journalistes et de nos experts sur [www.lesechos.fr/blogs](http://www.lesechos.fr/blogs)